

• (1410)

Ce programme national des infrastructures aura de plus permis de réaliser qu'il est possible pour les divers gouvernements de collaborer entre eux, lorsqu'ils le désirent vraiment. Le Programme national des infrastructures est un bel exemple de réussite et d'efficacité et nous en sommes très fiers.

* * *

L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

M. Mauril Bélanger (Ottawa—Vanier, Lib.): Monsieur le Président, le premier ministre péquiste s'est servi hier des propos d'un des cadres de la Banque de Montréal pour réaffirmer sa confiance en l'avenir économique d'un Québec indépendant. Il est pour le moins paradoxal de voir le chef péquiste se servir des propos d'un représentant de la Banque de Montréal pour appuyer ses prétentions séparatistes. C'est lui-même qui, en juin 1994, avait publiquement invité les Québécois faisant affaire avec la Banque de Montréal à quitter l'institution, parce que son économiste en chef avait osé déclarer que l'élection du Parti québécois rendrait les marchés financiers extrêmement nerveux.

Voici un bel exemple de la politique de deux poids, deux mesures que pratiquent les séparatistes. Si, un jour, tu dis quelque chose pour l'indépendance du Québec, tu es cité publiquement. Si, un autre jour, tu dis des choses contre la séparation, tu deviens la cible des gros canons péquistes. Tant pis pour la rigueur intellectuelle.

* * *

LA CRÉATION D'EMPLOIS

M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Orléans, BQ): Monsieur le Président, historiquement, le Québec est le grand perdant au chapitre des dépenses fédérales créatrices d'emplois. Une étude commandée par la Commission Bélanger-Campeau concluait que, au Québec, le niveau des dépenses fédérales courantes créatrices d'emplois est largement inférieur à la moyenne. Depuis que nous avons des statistiques disponibles, le Québec ne reçoit pas d'Ottawa sa part des dépenses ayant un effet structurant sur l'économie, alors que l'Ontario s'accapare la part du lion sur le plan des dépenses fédérales pour les achats de biens et services, les immobilisations, la recherche et le développement, la défense et j'en passe.

Étant donné les coupes annoncées dans le dernier budget fédéral, non seulement le développement se fera encore en Ontario, mais le Québec ne recevra même plus la compensation qu'il recevait en transferts sociaux. Voilà une excellente raison de voter oui, le 30 octobre prochain.

* * *

[Traduction]

LE PONT SUR LA RIVIÈRE ADAMS

M. Darrel Stinson (Okanagan—Shuswap, Réf.): Monsieur le Président, il y a trois semaines, le pont de la rivière Adams a été incendié au cours de la confrontation au lac Gustafsen, également avec les Indiens Shuswap, obligeant quelque 90 résidents, auparavant bloqués par la Bande indienne d'Adams Lake,

Article 31 du Règlement

à utiliser un traversier temporaire comme unique voie d'accès pour aller chercher tous les services dont ils ont besoin, que ce soit en matière de santé ou de courrier postal.

Le ministère des Pêches et des Océans a déclaré qu'à cause du saumon, le pont ne pourra être démolé et reconstruit avant la mi-août 1996. Les tribunaux ayant décidé que la route privée appartenait à la Bande indienne d'Adams Lake, personne ne sait qui est propriétaire du pont ni, par conséquent, qui est responsable de sa reconstruction.

Aujourd'hui, je présenterai une pétition venant de résidents d'Indian Point qui demandent au gouvernement d'acheter leurs maisons à la valeur estimée.

Au nom des résidents d'Adams Lake, pour la plupart des gens d'âge mûr qui veulent prendre une retraite paisible et dont la vie a été terriblement bouleversée par la mauvaise gestion des gouvernements fédéral et provincial, j'invite le ministre à acheter leurs maisons maintenant.

* * *

[Français]

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

M. Paul DeVillers (Simcoe—Nord, Lib.): Monsieur le Président, les trois pays membres de l'Accord de libre-échange nord-américain n'ont pas encore été appelés à se prononcer officiellement sur l'adhésion d'un Québec indépendant à l'ALENA que, déjà, l'inquiétude s'installe dans les officines gouvernementales à Québec. Le *Globe and Mail*, dans son édition d'aujourd'hui, nous apprend que le gouvernement péquiste a dressé une liste de 31 sujets ou secteurs différents qui devraient être négociés avec les futurs partenaires avant qu'un Québec indépendant ne joigne l'ALENA.

Cette liste de lois et de règlements préférentiels dont jouit le Québec en tant que province canadienne ne serait plus couverte par les termes de l'accord actuel, advenant la séparation du Québec. La meilleure garantie dont dispose le Québec pour protéger ces différents secteurs d'activités est de demeurer dans le Canada, et c'est ce que la population dira le 30 octobre prochain.

* * *

LES ÉTUDES COMMANDÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

M. Raymond Bonin (Nickel Belt, Lib.): Monsieur le Président, ce qu'il est dorénavant convenu d'appeler les études Le Hir ne seront pas passées inaperçues dans le cadre de l'actuel débat référendaire. Après nous avoir livré des études à l'eau de rose séparatiste, après nous avoir caché des études dont les résultats ne correspondaient pas à l'orthodoxie péquiste, voilà que le ministre délégué à la restructuration de l'information vient de déposer d'un seul trait les 26 dernières études qu'il avait commandées.

De plus, ces études ne sont disponibles que pour consultation au bureau du gouvernement. Et si quelqu'un désire en avoir une copie, il devra payer 25c. la feuille.